



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/944  
S/1998/468  
4 juin 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Points 64 et 81 de l'ordre du jour  
TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES  
ESSAIS NUCLÉAIRES  
MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 3 juin 1998, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent du Bélarus  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration publiée le 1er juin 1998 par le Ministère des affaires étrangères de la République du Bélarus au sujet des essais nucléaires qui ont été effectués par l'Inde et le Pakistan en mai 1998.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Alyaksandr SYCHOU

ANNEXE

[Original : russe]

Déclaration publiée le 1er juin 1998 par le Ministère  
des affaires étrangères de la République du Bélarus

Les essais nucléaires auxquels ont récemment procédé l'Inde et le Pakistan ont suscité en République du Bélarus une vive inquiétude. Ces séries d'essais nucléaires font planer sur le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle la menace d'une dissémination des armes nucléaires, constituent une nouvelle spirale dans la course aux armements nucléaires et compromettent gravement la poursuite d'une réduction des armements nucléaires. Elles vont à l'encontre des efforts déployés par la communauté internationale pour renforcer le régime de non-prolifération des armes nucléaires à l'échelle régionale et mondiale, facteur essentiel de la stabilité et de la sécurité internationales.

Ayant fait voici quelques années le choix historique de renoncer au potentiel nucléaire dont elle disposait, et étant partie à divers accords d'une importance majeure en matière de désarmement nucléaire, la République du Bélarus se sent aujourd'hui investie d'une responsabilité particulière en même temps qu'elle éprouve une vive préoccupation devant cette évolution de la situation.

La République du Bélarus exhorte tous les États qui n'ont pas encore adhéré au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui sont dotés de programmes d'armement nucléaire à réexaminer leur politique nucléaire, à adhérer audit Traité ainsi qu'au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à contribuer à l'élaboration d'un traité sur l'interdiction de produire des matières fissionables destinées aux armes nucléaires ou à d'autres dispositifs nucléaires explosifs, car c'est sur de telles initiatives que reposent les espoirs de l'humanité de voir s'instaurer au XXI<sup>e</sup> siècle un monde dénucléarisé.

Les événements de ces derniers jours ont accentué notre crainte d'assister, par une réaction en chaîne, à une prolifération nucléaire non seulement en Asie du Sud mais dans d'autres régions du monde. L'absence d'engagement juridique pris devant la communauté internationale fournit à cela un terrain propice. Comme on le sait, la République du Bélarus, se fondant sur sa politique résolument antinucléaire et soucieuse du sort des générations futures ainsi que du continent européen et de la planète tout entière, a appelé et continue d'appeler tous les pays, compte tenu du contexte actuel, à se prononcer en faveur de la création en Europe centrale et orientale d'une zone dénucléarisée. La République du Bélarus est convaincue que la réalisation de cet objectif aura pour effet de renforcer la sécurité et la confiance sur l'ensemble du continent, contribuera à la non-prolifération géographique des armes nucléaires et permettra de consolider la paix et la stabilité en Europe et dans le monde.

/...

La République du Bélarus estime que tous les États non dotés d'armes nucléaires pourraient convenir de prendre l'engagement de renoncer définitivement à déployer ce type d'arme sur leur territoire, et exhorte les puissances nucléaires à prendre l'engagement de s'abstenir de déployer, dans quelque circonstance que ce soit, des armes nucléaires sur le territoire des États qui n'en sont pas dotés.

-----